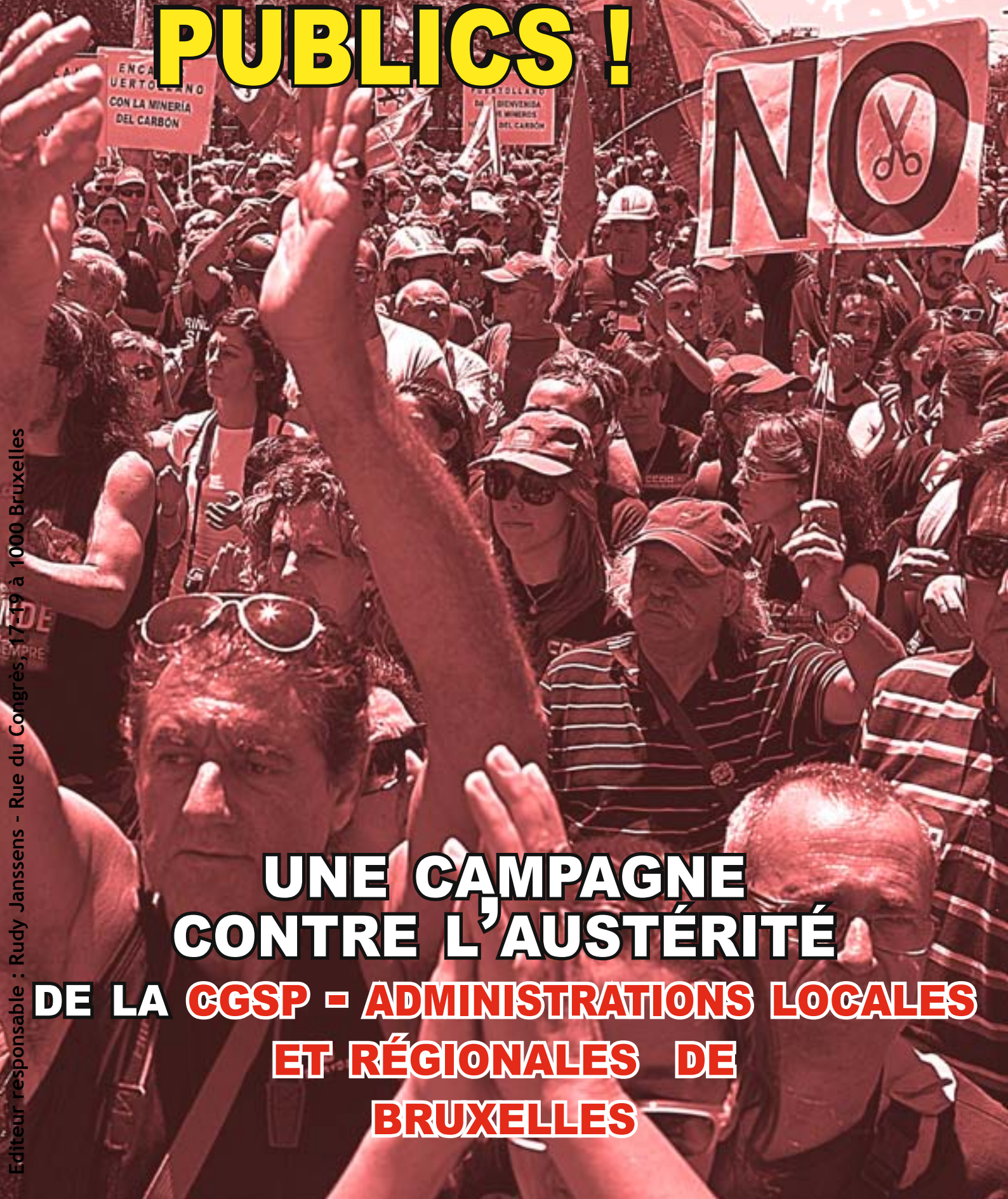


PAS TOUCHE A NOS SERVICES PUBLICS !



**UNE CAMPAGNE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ**

**DE LA CGSP - ADMINISTRATIONS LOCALES
ET RÉGIONALES DE
BRUXELLES**

TABLE DES MATIÈRES



Manifestation contre le sommet européen du 19 et 20 décembre 2013

- * Comme ils disent... (p4)
- * Résultat... (p5)
- * D'où vient donc la dette publique? Pourquoi veulent-ils qu'on la rembourse? (p6)
- * Ceux qui coûtent cher, ce sont les riches! (p7)
- * Les citoyens et les travailleurs sont dès lors en droit de se poser plusieurs questions. (p9)
- * Après s'être attaqués au fédéral et au régional, l'austérité se focalise aujourd'hui au niveau local, à nos communes! (p10)
- * Rappelons également pourquoi il faut défendre le service public, ses travailleurs et ses usagers. (p13)
- * Ne nous laissons pas manipuler! (p14)
- * Revendications. (p15)
- * La peur doit changer de camp! (p18)

COMME ILS DISENT...

« Un accord équitable, des efforts partagés »

« Il n'y a pas d'alternative, nous n'avons pas le choix »

« Il faut sauver les banques »

« Les belges ont vécu au-dessus de leurs moyens »

« Notre sécurité sociale est trop chère et les salaires trop élevés »

« Les services publics coûtent chers et sont peu efficaces »

« Notre système social incite à l'inactivité ; beaucoup de chômeurs et d'étrangers veulent juste en profiter et ne cherchent pas d'emploi... »

« Il faut rembourser la dette publique »

« Il faut appliquer des plans d'austérité pour relancer l'économie » ...

Voilà le discours dominant des gouvernements et de la Commission Européenne relayé par les médias !!!



RÉSULTAT...

Après les coupes dans le budget fédéral et dans les budgets régionaux, ils s'attaquent maintenant au niveau local et veulent imposer l'austérité dans nos communes au nom du remboursement de la dette publique. Une austérité qui se fera, une fois encore, contre les travailleurs et contre les intérêts de la majorité de la population.

Nous avons déjà subi :

- le blocage des salaires pour 2 ans minimum ;
- des manipulations tirant l'index vers le bas ;
- le recul de la pension anticipée à 62 ans avec minimum 40 ans de carrière ;
- le calcul des pensions statutaires qui se fera sur les 10 dernières années au lieu de 5 ;
 - la limitation des interruptions de carrières ;
- l'allongement du stage d'attente pour les jeunes dont la durée est passée de 9 mois à 1 an et dont les critères d'évaluation ont été durcis ;
- le durcissement de la dégressivité des allocations de chômage qui tombent après 3 ans à 898€ pour un isolé, ce qui est en-dessous du seuil de pauvreté ;
 - l'interdiction de refuser un « travail convenable » dans un rayon de 60km ;
- Et de manière générale : des diminutions des dépenses de la sécurité sociale (Onem, Inami), une remise en cause des libertés syndicales dont la liberté de négociation, une plus grande flexibilité permettant aux entreprises d'utiliser la main d'œuvre comme une variable d'ajustement aux fluctuations du marché.

Toutes ces mesures vont encore augmenter la mise en concurrence entre travailleurs et entre États, nous entraînant dans une spirale infernale vers le bas, vers un monde barbare où la lutte de tous contre tous deviendrait la norme et la solidarité un délit.

Nous disons NON !

Les travailleurs et les citoyens ont déjà assez donné aux plus riches !

1. D’OÙ VIENT DONC LA DETTE PUBLIQUE ? POURQUOI VEULENT-ILS QU’ON LA REMBOURSE ?

NON! Les travailleurs et les citoyens n’ont pas trop dépensé! Nous n’avons pas vécu au-dessus de nos moyens! Il n’y a pas eu d’augmentation des dépenses publiques, elles sont au contraire restées stables tout au long des 30 dernières années. En revanche, ce sont les recettes publiques qui ont baissé depuis les années 80’ : moins d’impôts sur les plus hauts revenus, multiples mécanismes fiscaux permettant aux entreprises de réduire voir d’éviter tout impôt sur les bénéficiaires,... Les baisses d’impôts profitent toujours aux plus riches car ils peuvent compenser le manque avec leur capital, alors que les plus pauvres ne peuvent pas compenser la disparition des services publics.

La dette publique trouve donc son origine dans une politique fiscale injuste, qui s’applique depuis plus de 30 ans en faveur des plus riches. Mais son origine se trouve aussi dans le renflouement des banques depuis 2008 (Dexia - KBC - Fortis... +/- 35 milliards € + 160 milliards € de garanties), dans la hausse des taux d’intérêts depuis les années 80’, dans l’application d’une politique monétaire européenne injuste qui ne permet pas aux états d’emprunter directement à la BCE (banque centrale européenne) à des taux d’intérêt très bas mais qui les oblige à emprunter aux banques privées à taux plein. Par contre, les banques privées peuvent emprunter à la BCE à taux bas.

Reformulons plus simplement le mécanisme de la dette publique : on emprunte aux riches, et à prix fort, ce qu’on ne récupère plus via l’impôt, voir même ce qu’on leur a donné au plus fort de la crise financière! Et nous disons « récupérer » car seuls les travailleurs et travailleuses produisent de la richesse. *

La dette publique rogne donc sur les budgets des États puisque les gouvernements ont comme priorité politique le remboursement des créanciers (les banques privées...) et ce à n’importe quel prix ! Les gouvernements scandent tous en chœur qu’il n’y a pas d’alternative. Pourtant les mesures d’austérité et les plans d’ajustement structurels (P.A.S.) ne résolvent pas le problème de la dette, au contraire elles l’aggravent (La dette des pays du tiers-monde a triplé à cause des P.A.S. imposés par le FMI).

Le but, à peine caché, n’est donc pas de résorber l’endettement public, mais bien de se servir de ce prétexte pour casser les services publics et les soumettre aux appétits du privé, mettre en place un recul sans précédent en Europe des lois sociales et briser la lutte des travailleurs.

* Voir la vidéo “La dette c’est chouette” <http://www.onveutsavoir.be/outils.php?genre=video>

Ceux qui coûtent cher, ce sont les riches!

L’escroquerie de la crise financière de 2008 a eu comme conséquence que les 1 % très riches se sont enrichis au détriment des 99% plus pauvres, au détriment des États qui ont renfloué les banques privées avec l’argent public provenant de nos impôts mais aussi d’emprunts. Les gouvernements avec l’appui de l’Europe ont alors imposé des politiques d’austérité budgétaire aux populations et aux travailleurs. Ceci ne représente rien d’autre que l’imposition de valeurs de droite radicales et d’une politique néolibérale dure dont l’objectif est de renforcer la domination du capital (classe dominante) sur les travailleurs (classe dominée) ; avec comme conséquence, une augmentation de la pauvreté et du chômage, une baisse globale de la santé et la démoralisation des populations, l’émergence de partis politiques populistes voire même de groupuscules fascistes et une augmentation de la violence dans la rue. **Nous, CGSP, nous alarmons de la banalisation de ces idées et de l’évolution du discours vers la droite et l’extrême-droite.**

Voilà ce que ça NOUS coûte!

On constate une diminution du pouvoir des institutions démocratiques au bénéfice d’un renforcement du pouvoir exécutif qui ouvre la voie à un quasi état d’exception permanent (voir notamment les procédures anti-démocratiques qui ont présidé à l’adoption des décrets assurant la garantie de l’État belge sur les créances « pourries » de Dexia). Le climat général est une atteinte chaque fois plus évidente à la liberté d’expression et à un renforcement autoritaire du pouvoir (criminalisation des mouvements sociaux, intensification de la répression des groupes qui défendent leurs droits ou expriment leur solidarité, à l’égard des migrants notamment).

Dans ce contexte social de peur et d’incertitude quant à l’avenir, et en l’absence de réponses politiques aux besoins des populations, on voit resurgir les vieux « boucs-émissaires » : la société, via les médias de masse, stigmatise comme source de tous ces maux des franges entières de la population, qu’il s’agisse des immigrés, des demandeurs d’asile et des sans papiers, des allocataires sociaux, des malades, des femmes, des populations homosexuelles (LGBT), ou des fonctionnaires...



Ce discours ne sert qu’à diviser les travailleurs et à cacher la réalité! Ce qui coûte cher aux finances publiques, ce sont les cadeaux offerts aux riches et aux entreprises grâce à la réduction des cotisations sociales, d’impôts divers ou encore aux subventions à l’embauche !

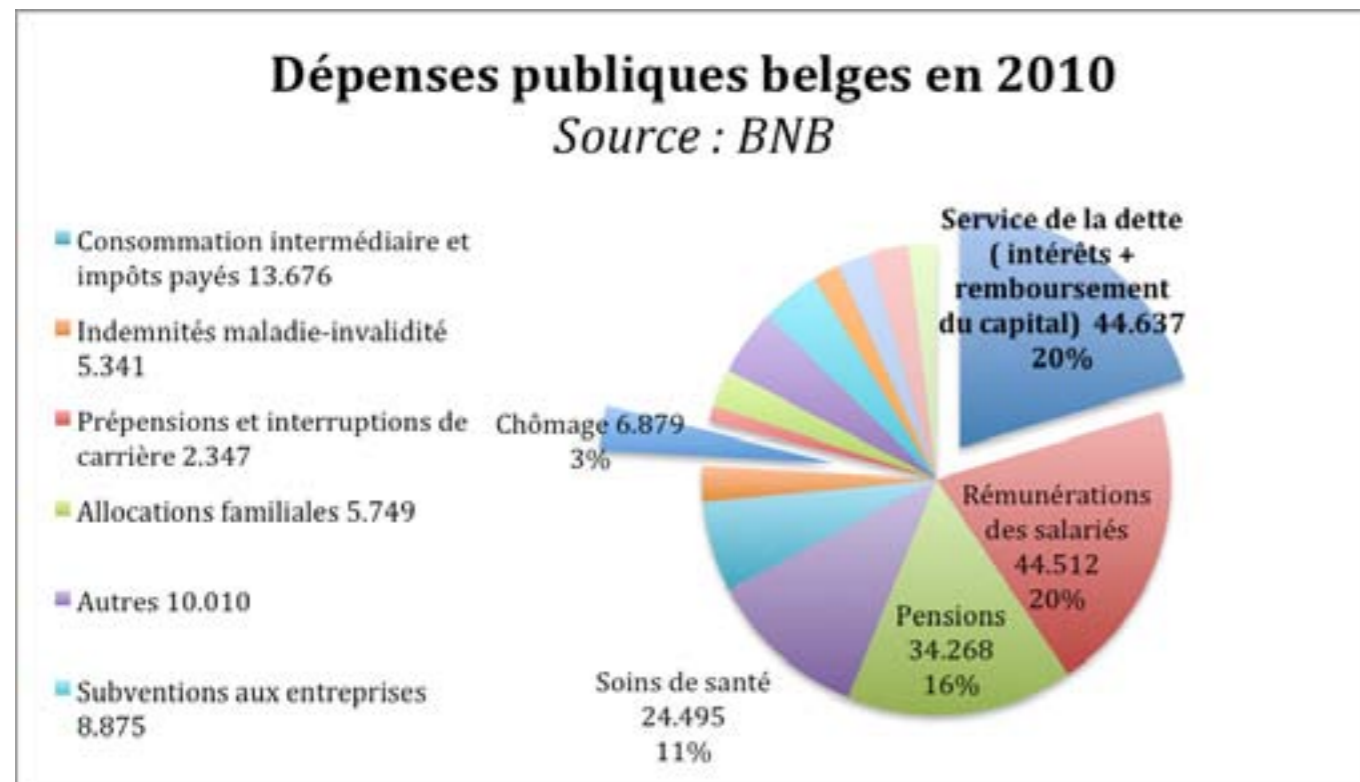
Prenons un exemple concret : quand un travailleur d'Arcelor-Mittal ou de Ford Genk perd son emploi, il fait à juste titre l'objet d'attention, de soutien, de solidarité. Mais que pensera-t-on de lui six mois plus tard lorsqu'il fera partie des statistiques du chômage ?

Alors que l'Union Wallonne des Entreprises a commandé une étude privée à l'UCL qui indique qu'il y a 1 emploi vacant pour 5 chômeurs (info relayée très largement en mars 2013 dans les médias: RTBF, RTL, La Libre...), la réalité des chiffres est bien différente pour la FGTB qui, elle, avance qu'il y a 1 emploi vacant pour 40 demandeurs d'emploi en Wallonie en 2013. D'autre part, au-delà des chiffres, il est important de dire que les principes d'activation et de contrôle des chômeurs sont inefficaces, inadaptés à la réalité, profondément injustes et ne constituent rien d'autre qu'une "chasse aux chômeurs"!

Ne nous trompons pas d'adversaire!

Les chômeurs ne sont pas responsables du chômage...

On nous le fait pourtant croire alors que les chiffres sont très clairs : la première dépense de l'état est le remboursement des intérêts de la dette avec plus de 20% du budget alors que le chômage ne représente que 3% dans le budget fédéral. Ces chiffres ne sont malheureusement jamais débattus ou montrés tels quels dans les médias!



Les citoyens et les travailleurs sont dès lors en droit de se poser plusieurs questions :

- Est-ce à la population de subir les mesures d'austérité alors que ce n'est pas elle qui est à l'origine de la crise actuelle ?
- Faut-il payer la dette publique ? N'y a-t-il pas d'alternative pour une autre politique économique, fiscale, et monétaire ?
- Comment penser une économie dont l'objectif serait de satisfaire les besoins de tous dans l'intérêt de la majorité de la population et non une économie au service des appétits insatiables de la minorité ?
- Les médias sont-ils encore capables d'indépendance et d'objectivité ? De quelle manière participent-ils à fabriquer le consentement de l'opinion publique à l'austérité et à la stigmatisation de certains groupes sociaux ?
- Pourquoi les gouvernements en place sont-ils à ce point contaminés par l'idéologie dominante? Ont-ils cessé de penser ? Quels intérêts veulent-ils défendre ? Quels groupes cherchent-ils à flatter ?
- Vivons-nous encore aujourd'hui dans un système démocratique ? Suffit-il d'organiser des élections tous les 2 ans pour se prévaloir d'une démocratie ? Comment pouvons-nous récupérer du pouvoir pour que notre avenir collectif ne soit pas celui dont rêvent les dominants mais celui que nous aurons décidé de construire ?

Nous disons NON ! Cela ne peut continuer ainsi ! L'économie doit être au service des populations et non au service de la finance.



Quand les peuples refusent de payer la dette, c'est l'austérité qui recule et les droits sociaux qui reprennent le dessus.

ARRETONS D'EMPRUNTER A CEUX QUI VIVENT DE NOTRE TRAVAIL, RECUPERONS CE QUI NOUS APPARTIENT !

2. APRÈS S'ÊTRE ATTAQUÉ AU FÉDÉRAL ET AU RÉGIONAL, L'AUSTÉRITÉ SE FOCALISE AUJOURD'HUI AU NIVEAU LOCAL, À NOS COMMUNES!

La région de Bruxelles Capitale a exigé des efforts budgétaires de chaque commune.

16 communes sur 19 sont déjà sous tutelle régionale et subissent un assainissement budgétaire depuis des années.

Les exercices budgétaires des communes seront donc voués aux économies et non à la lutte contre la pauvreté ou au bien-être de la population et des travailleurs communaux. L'objectif d'amélioration du vivre ensemble ne sera pas atteint, alors que c'est là le mandat des élus locaux.

Les restrictions budgétaires existent donc depuis longtemps dans les communes bruxelloises avec de nombreuses conséquences :

- manque d'emplois statutaires (moins de 10% dans certaines communes, les emplois contractuels sont devenus la norme !),
- l'excès et la surexploitation des contrats précaires souvent subsidiés (comme les contrats PTP, article 60, Roseta, Activa ou CPE),
- le manque d'espace de travail (travailleurs entassés dans des locaux) et le manque de matériel parfois (certains travailleurs utilisent leurs propres outils de travail),
- le non respect de la réglementation en matière de formation,
- une surcharge de travail permanente dans toutes les administrations... mais les communes ne veulent pas engager car il n'y a plus d'argent !

Nous assistons également au développement de la flexibilité des travailleurs : allongement des horaires via des plages flexibles et fixes, télétravail (envahissement de la sphère privée par la sphère professionnelle), suppression des horaires d'été dans certaines communes... et surtout instauration d'une politique de management néolibérale à l'image de ce qui se passe dans le secteur privé où dominent les chiffres et les statistiques au détriment de l'humain et des intérêts collectifs.

Il faut aussi savoir que les salaires des travailleurs communaux et des fonctionnaires bruxellois sont déjà actuellement les plus bas des trois régions, +/- 7% de moins qu'en Flandre ou Wallonie.

Ainsi dans les budgets communaux d'austérité, il est question notamment :

- de licenciements et non remplacement des départs à la pension
- d'économies dans les institutions scolaires, la culture et le sport
- d'augmentation des tarifs des activités scolaires et parascolaires, des centres sportifs, des cantines scolaires, des garderies
- de fermeture de déchetteries communales et de restaurants sociaux
- de diminution des budgets de CPAS mais augmentation des budgets de police
- d'augmentation des tarifs de cartes de stationnement
- d'augmentation des sanctions administratives communales (SAC)

Bon nombre de ces mesures aux conséquences sociales importantes rapporteront très peu aux budgets communaux. Il semble que s'installe un culte de l'austérité, des mesures sont prises par réflexe sans bien en évaluer les avantages et inconvénients et sans en calculer l'impact sur le budget.

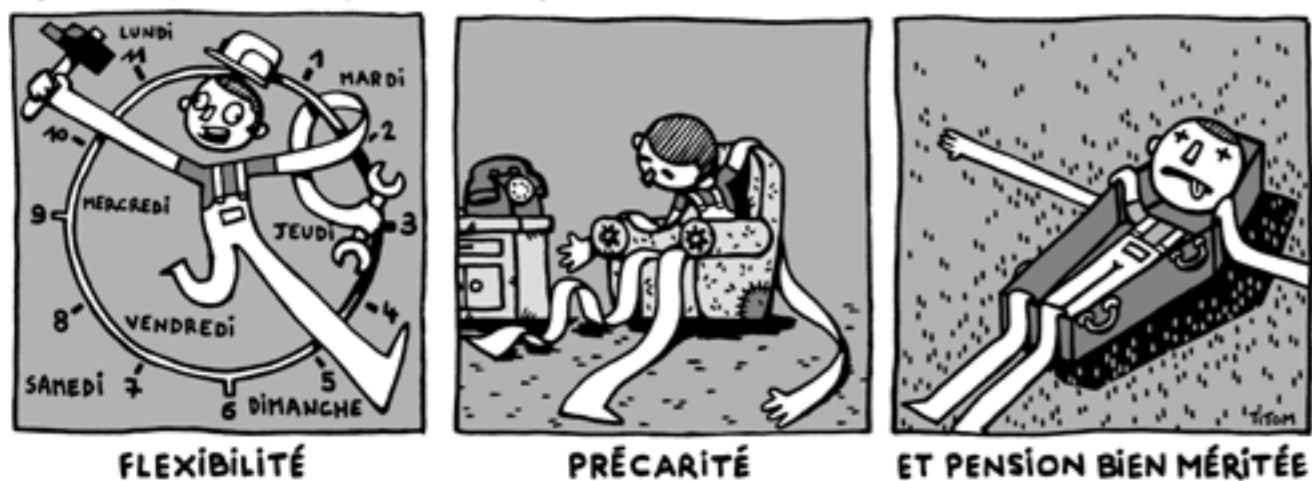
Ajouté à cela, il y a les conséquences des décisions du gouvernement fédéral en matière de sanction et d'exclusion des demandeurs d'emploi, qui augmenteront les dépenses des CPAS et donc des communes. Les décisions prises par le gouvernement fédéral intensifient la précarité et pèsent sur les budgets des communes.

Malheureusement, les restrictions budgétaires ne s'arrêtent pas aux administrations des communes et CPAS. L'austérité sévit également dans le secteur des soins de santé : les hôpitaux et les homes publics sont touchés eux aussi par des diminutions de personnel notamment, alors que les usagers de ces services ne font qu'augmenter ; cela revient à augmenter les cadences de travail (une toilette d'un patient doit être faite sur 15 minutes par exemple) et à diminuer la qualité des services rendus aux citoyens. **C'est inacceptable !**

De même, dans le secteur de la police, on constate que les départs à la pension ne sont pas remplacés, que les locaux de bon nombre de commissariats sont dans un état lamentable, que le matériel manque, et on apprend récemment que les commissariats locaux (càd la police de proximité) seront désormais fermés les dimanche pour raison d'économie, au détriment de la sécurité de la population.

Globalement on nous demande de travailler PLUS et MIEUX pour MOINS de salaire ! Inadmissible !

LE NOUVEAU CYCLE DU TRAVAIL



Rappelons également pourquoi il faut défendre le service public, ses travailleurs et ses usagers :

L'idée de service public repose sur le fait que certaines activités sociales doivent échapper à l'application de la logique marchande et de la recherche du profit, pour être gérées selon des critères spécifiques permettant un accès de tous à certains biens et services et prenant part ainsi, par ce qu'on peut appeler une redistribution des richesses, à l'équilibre économique et à la cohésion sociale et culturelle de la société.

Les services publics ont donc un rôle déterminant pour garantir à l'ensemble des citoyens une chance maximale à l'émancipation individuelle et collective et au développement d'une société plus égalitaire et humaine.

Alors quand on nous parle de baisse des dépenses publiques sans effet sur la qualité et l'accès du service public en lui-même, on nous ment ! Les suppressions de postes amènent un allongement du temps d'attente pour le public, une diminution de la qualité des services rendus et une dégradation des conditions de travail pour les travailleurs.

Tout ceci dans un but précis : amener l'opinion publique à penser que les services publics seraient plus efficaces et mieux gérés par le privé, ce qui ne bénéficiera encore une fois qu'aux plus riches mais sûrement pas aux travailleurs ni à la population. C'est exactement ce qu'il se passe à la SNCB, à la Poste ou chez Belgacom : présenter les services publics en disant qu'ils ne fonctionnent pas correctement... alors qu'en réalité ils ne sont pas assez subsidiés par l'État et font l'objet d'un démantèlement systématique, petit bout par petit bout, pour permettre une appropriation des secteurs les plus rentables par le privé. Les secteurs moins rentables sont soit laissés aux frais de la collectivité, soit délaissés définitivement au détriment des usagers les plus précaires.

Pour détourner l'opinion de ces véritables enjeux, des tentatives vont être mises en œuvre pour stigmatiser et culpabiliser le travailleur du service public et essayer de le mettre en conflit ou en concurrence avec les citoyens ou les travailleurs du privé...

Ne nous laissons pas manipuler!

Les patrons voient ainsi une de leur revendication satisfaite: la mise en concurrence croissante des personnes sur le marché de l'emploi, jeunes et vieux qui seront obligés d'accepter n'importe quel emploi au tarif le plus bas et par là, faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous les salariés.

On ne veut pas nous servir le saucisson en une fois, on risquerait de s'étrangler ! Alors on le coupe en tranches pour que nous l'avalions plus facilement !

Avoir une politique responsable comme disent certains ministres, ce n'est pas prendre des mesures qui jettent des êtres humains à la rue car ils n'ont plus d'emploi et ne savent plus payer des logements devenus trop chers ! Nous devons dénoncer la violence de toutes ces pertes d'emplois. Avoir une politique responsable, c'est se recentrer sur l'humain et faire en sorte que l'économie soit au service de tous et non au service d'une minorité (de la finance) !

Déjà des centaines d'employés licenciés et de postes non remplacés :

Ath 30 - Binche 20 - Seneffe 22 - Neupré 2 - Péruwelz 12 - Lessines 16 - Malines 116 - Beringen 65 - Zelzate 25 - Andenne 18 - Ixelles 30 ETP - Schaerbeek plusieurs dizaines - Rochefort 12 - etc.



3. COMPTE TENU QUE LES TRAVAILLEURS SONT AUSSI DES CITOYENS DANS LA COMMUNE OÙ ILS HABITENT, LA CGSP-ALR DE BRUXELLES VEUT MONTRER SA DÉTERMINATION À LUTTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ COMMUNALE ET ÉMET UNE LISTE DE REVENDICATIONS TANT POUR LES TRAVAILLEURS QUE POUR LES CITOYENS:

- L'arrêt de toutes les mesures d'austérité dans les pouvoirs locaux
- La stabilité de l'emploi et des services publics forts et de qualité ! Pour y arriver, une solution : la statutarisation !
- La réduction du temps de travail à 32h par semaine sans diminution de salaire et avec embauche compensatoire
- La garantie de l'emploi et des pensions pour les travailleurs des services publics
- L'arrêt des contrats précaires (CDD, aides à l'embauche et subsidiés) qui tuent les services publics
- La revalorisation de la fonction publique par un meilleur respect des travailleurs en terme de formation, de bien-être, de stabilité de l'emploi et de salaire
- Considérer les travailleurs comme des acteurs des services publics et non comme des exécutants des décisions politiques
- Le gel des négociations sur le traité commercial (TTIP) entre les Etats-Unis et l'Union Européenne et l'organisation urgente d'un débat public démocratique sur ce traité
- L'audit la dette publique à tous les échelons de pouvoir

- Rétablir la justice fiscale en instaurant une taxe sur les grandes fortunes locales, taxe sur les millionnaires par exemple.
- Le logement est un droit ! Stop à la flambée des prix des logements !
- L'arrêt des politiques d'exclusion des allocataires sociaux
- L'arrêt des politiques de lutte contre la soi-disant fraude sociale et investir contre la grande fraude fiscale et l'évasion des capitaux dans les paradis fiscaux
- L'obligation pour le pouvoir fédéral de la prise en charge du RIS à 100%
- La suppression du statut de cohabitant, pour que les femmes puissent recouvrer plus d'autonomie et de liberté réelle

Nous disons NON !

Nous n'acceptons pas qu'on nous dise qu'il n'y a pas d'argent !

Il faut aller le chercher là où il est, via des impôts réellement progressifs et à tous niveaux de pouvoir, au local aussi. Nous pensons qu'il faut une réforme fiscale qui permette la solidarité et la justice sociale ! Qu'on prenne des mesures qui ne permettront plus l'optimisation fiscale utilisée par les grandes entreprises afin d'éviter l'impôt !

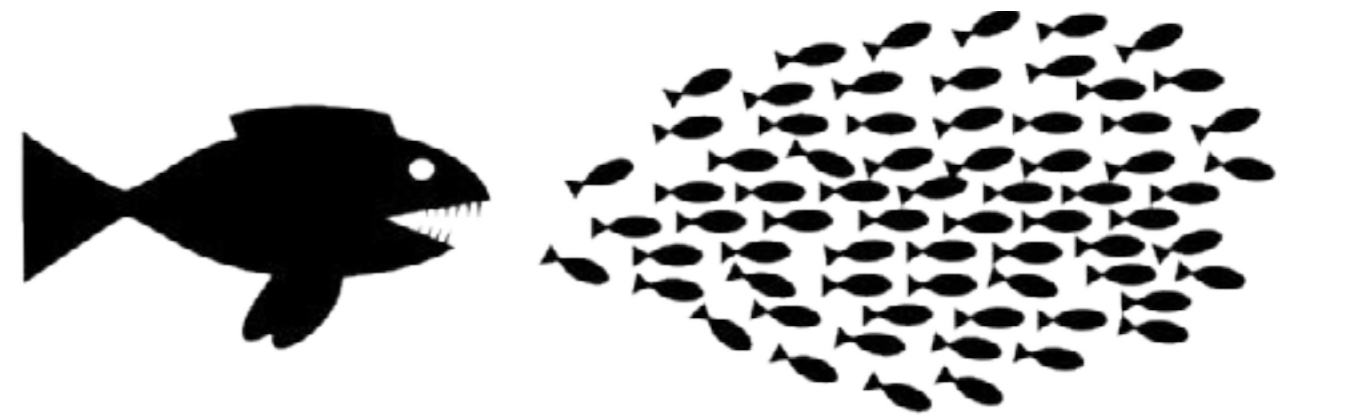
C'est pourtant par une juste distribution des fruits de la productivité, par le biais d'une réduction du temps de travail et d'une meilleure répartition de celui-ci, que le chômage serait réellement pris de front, et ainsi la pauvreté.

L'avenir n'est donc pas rose et pourtant nous sommes les plus nombreux... si nous résistons ensemble. N'attendons pas d'avoir tout perdu pour réagir !

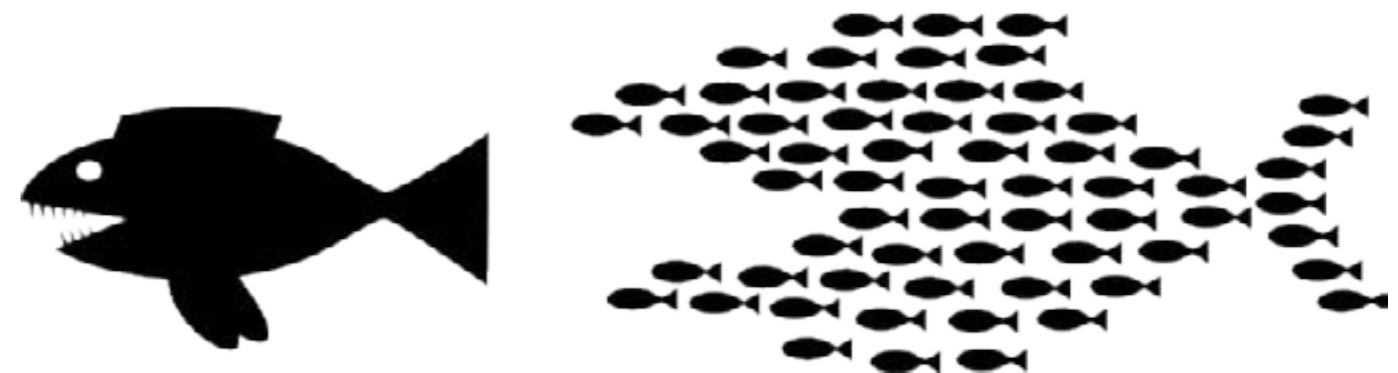
Ne laissons pas s'installer la banalisation du mal, insurgeons-nous contre ces injustices !

L'histoire nous montre que les conquêtes sociales ont été acquises par les luttes des travailleurs, elles ne nous ont pas été offertes par les patrons ou les gouvernements.

Construisons un rapport de force efficace en unissant les travailleurs, avec et sans emploi, les travailleurs et usagers des services publics, pour lutter contre l'austérité dans nos communes et défendre ensemble des services publics de qualité !



ORGANIZE!



4. LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP!

Cette campagne initiée par la CGSP ALR se veut une campagne d'information, de sensibilisation et surtout d'actions concrètes pour dénoncer la politique d'austérité dans nos communes et services publics.

Nous appelons tous les travailleurs et citoyens à se réunir pour discuter de cette problématique et pour préparer les mobilisations qui seront nécessaires afin de renverser la vapeur et faire comprendre au monde politique que cela suffit de toujours s'en prendre aux plus faibles et plus précarisés !

Nous comptons dès lors :

* Organiser des Assemblées sur chaque lieu de travail pour discuter de cette brochure et des actions qui peuvent en découler.

--> Prenez contact avec nous pour organiser une telle réunion !

* Distribuer massivement la brochure, les tracts et les affiches de la campagne qui sont à la disposition de chaque personne motivée à informer et mobiliser autour d'elle.

--> Prenez contact avec nous pour recevoir notre matériel de campagne !

* Préparer des actions pour mobiliser et alerter l'opinion publique à la grave problématique de l'austérité !

--> Prenez contact avec nous pour en discuter et participer au Groupe de Travail de cette campagne.

Contacts :

www.infoskes.be : une page spécifique à la campagne existe sur le site avec toutes les infos nécessaires.

Mail : info.noausterity@gmail.com

Tél : 02/226.13.30

Références :

Olivier Bonfond : « Et si on arrêta de payer ? 10 questions/10 réponses sur la dette publique belge et les alternatives à l'austérité »

Campagne de FGTB Wallonne, CADTM, CEPAG et FGTB Bruxelles : « A qui profite la dette ? »

Brochure du CADTM : « Les Chiffres de la dette 2012 »

Pour aller plus loin :

Notre campagne sur le site de la CGSP-ALR-BRU : www.infoskes.be/

CADTM : www.cadtm.org

CEPAG : www.cepag.be

Collectif Solidarité Contre l'Exclusion : www.asbl-csce.be

FGTB interview de Olivier Bonfond : <http://www.youtube.com/watch?v=ADrazPRLz-Y>

FGTB « La violence des riches » : <http://www.youtube.com/watch?v=Ys3cjJlTcDE>

ZinTV : www.zintv.org/

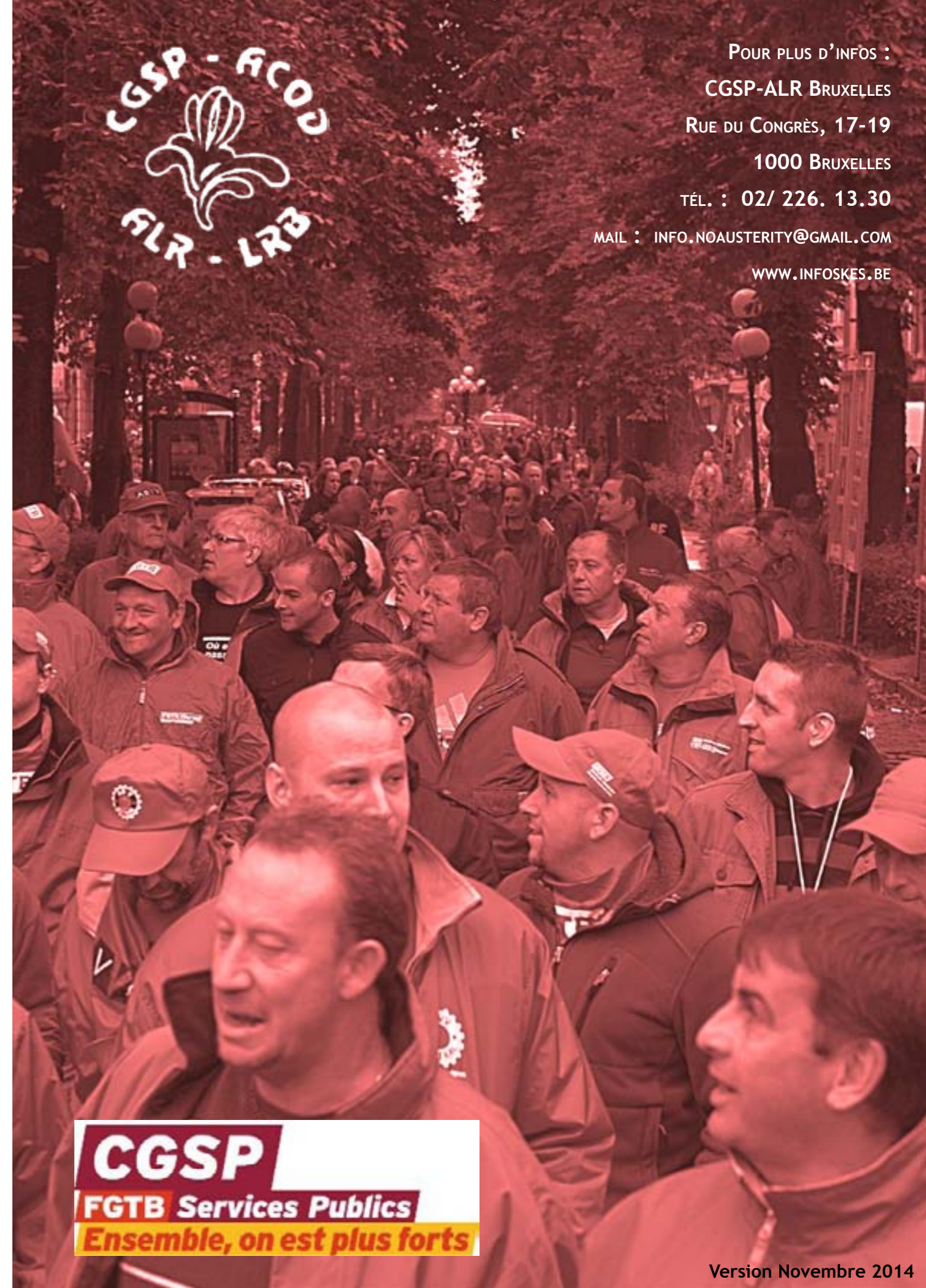
Sur le traité transatlantique :

Alliance D19-20 : www.d19-20.be/

Plateforme No Transat : www.no-transat.be

Conférence de Susan George, fondatrice et présidente d'honneur de l'association ATTAC : <http://www.youtube.com/watch?v=Srtjd4RRN2E#t=267>

Attac France « Guide de navigation pour affronter le grand marché transatlantique » : <http://france.attac.org/nos-publications/brochures/articles/guide-de-navigation-pour-affronter-le-grand-marche-transatlantique>



POUR PLUS D'INFOS :
CGSP-ALR BRUXELLES
RUE DU CONGRÈS, 17-19
1000 BRUXELLES
TÉL. : 02/ 226. 13.30
MAIL : INFO.NOAUSTERITY@GMAIL.COM
WWW.INFOSKES.BE